



## Déception des syndicats et associations

Publié le vendredi 30 janvier 2015 - 14h48

Les réactions vis-à-vis de la présentation par le ministre Stéphane Le Foll de la deuxième version du plan Ecohyto et du projet agroécologique se multiplient.

**Orama** (union syndicale constituée par l'AGPM, l'AGPB et la Fop) estime que « poursuivre des objectifs de réduction aveugle ne peut constituer une réponse satisfaisante sur le dossier des produits phytosanitaires. Nous appelons donc à ce que le plan Ecohyto prenne en compte les engagements des producteurs de grandes cultures en faveur du développement durable par une approche fondée sur la réduction des impacts », ont déclaré Philippe Pinta, président d'Orama, Christophe Terrain et Gérard Tubéry, vice-présidents.

Le **Collectif Sauvons les Fruits et Légumes** réagit aux « propos scandaleux du ministre ». « Si les produits phytopharmaceutiques étaient une « bombe à retardement » comme l'explique le ministre (dans l'interview publié dans Libération du 30 janvier, ndlr), pourquoi de ne pas les interdire dès maintenant, quitte à assumer l'effondrement de tout un secteur ?! », se demande le collectif. « Dans la droite ligne de la tonalité de sa journée « L'An 1 de l'Agro-écologie », Stéphane Le Foll réitère ses accusations contre le monde agricole : celui-ci ne serait pas convaincu de la nécessité de réduire l'impact de l'utilisation des produits phytosanitaires. Il est stupéfiant que le ministre ne reconnaisse par le travail entrepris depuis des années par les producteurs et les filières, engagés dans des démarches de progrès, présentant des produits bons et sains aux consommateurs ! »

Pour la **Coordination rurale** (CR), le deuxième volet du plan Ecohyto est « encore plus mauvais ». « Après l'échec cuisant d'Ecohyto, Stéphane Le Foll n'a toujours pas compris que l'objectif de réduire de 50 % l'utilisation de produits phytosanitaires n'était pas tenable ». Pour la CR, « le nouveau plan de M. Le Foll et son certificat d'économie de produits phytosanitaires (CEPP) vont inciter les distributeurs de phytosanitaires à venir racler les poches des agriculteurs déjà vides ».

Plus globalement sur l'agro-écologie, la **Confédération paysanne** salue « l'intention d'aller vers une agriculture plus en phase avec son environnement ». « Cependant, précise-t-elle, nous ne pouvons que nous inquiéter de l'écart entre les discours et les politiques mises en place. En germe, il y a le risque de fournir un label « agro-écologique » à tous, comme on y est parvenu avec le verdissement de la Pac. »

La **Fnab** (fédération nationale de l'agriculture biologique) souhaite rappeler, après le constat d'échec du plan 2008-2013, la nécessité de s'appuyer sur les pratiques et réseaux de l'agriculture biologique au service d'un objectif de recomposition des systèmes agricoles.

De son côté, l'**UIPP** (Union des industries de la protection des plantes) explique qu'« une pression fiscale disproportionnée aurait pour effet de creuser encore davantage le déficit de compétitivité des agriculteurs français par rapport à leurs voisins européens ». « La réduction

des impacts environnementaux et sanitaires des produits doit constituer l'indicateur de suivi prioritaire » et « tous les moyens de production au service d'une agriculture pérenne doivent être considérés pour répondre aux enjeux d'alimentation durable combinant quantité, qualité, et prix abordables ».

**L'UFS (union française des semenciers)** indique : « Inspiré par le rapport du parlementaire Dominique Potier, ce plan met en avant la place centrale de la semence, de l'innovation et de la création variétale pour « produire plus et mieux ». Les entreprises semencières, qui investissent 15 % de leur chiffre d'affaires dans la recherche, se réjouissent de cette prise de conscience et contribueront activement à l'atteinte de cet objectif. » Au-delà, Régis Fournier, président de l'UFS, souligne aussi qu'ils « seront attentifs à ce que les objectifs quantitatifs fixés pour Ecophyto 2 n'aboutissent pas à priver les agriculteurs, et notamment les multiplicateurs de semences, de produits de protection des plantes, sans leur proposer de vraies solutions alternatives, au risque de mettre en péril des filières entières et les emplois qu'elles représentent ; ce danger est d'autant plus grand quand la disparition de solutions crée des distorsions de concurrence, intra Union européenne ou avec d'autres régions du monde».

**L'Association Française des biotechnologies végétales (AFBV)** « partage complètement la recommandation du rapport Potier de « promouvoir l'utilisation de variétés résistantes aux maladies et aux insectes pour réaliser des économies de fongicides et d'insecticides sans effet négatif sur la production et préserver l'environnement ». Mais elle regrette vivement que les OGM étaient hors du champ de la mission.

Pour l'association **Génération futures**, en matière d'utilisation des produits phytosanitaires, « si on veut vraiment faire évoluer le système, et atteindre cet objectif de 50 %, il faudra tout mettre en œuvre pour contraindre et accompagner les filières vers des systèmes réellement alternatifs ». En plus des pistes comme le biocontrôle et du matériel plus performant, l'association promeut l'évolution des systèmes de culture, le développement de l'agriculture biologique, la mise en place des certificats d'économie de pesticides...

Pour **la Fondation Nicolas Hulot**, « le compte n'y est pas pour le plan Ecophyto 2. Si l'objectif de division par deux en dix ans est réaffirmé, si des mesures intéressantes (biocontrôle) ou enfin chiffrées (certificats d'économie de produits phytosanitaires) sont actées, il manque encore la concrétisation des promesses sur les néonicotinoïdes. »

F.M.